



DÉLIBÉRATION N° 2019-004

Délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 17 janvier 2019 portant avis sur le projet d'arrêté relatif aux modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers

Participaient à la séance : Jean-François CARENCO, président, Christine CHAUVET, Catherine EDWIGE, Jean-Laurent LASTELLE et Jean-Pierre SOTURA, commissaires.

1. CONTEXTE ET SAISINE DE LA CRE

L'article 59 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 *pour un État au service d'une société de confiance*, dite « loi ESSOC », a modifié l'article L. 323-11 du code de l'énergie, qui prévoit une approbation du projet d'ouvrage (APO) par l'autorité administrative pour les nouveaux ouvrages électriques. La loi ESSOC soumet désormais à approbation les seules lignes électriques aériennes dont la tension est supérieure à 50 kV. Les lignes électriques souterraines, les postes des réseaux publics et les câbles privés n'y sont plus soumis.

En contrepartie de cette simplification, l'article L. 323-11 du code de l'énergie prévoit l'organisation d'un contrôle de la construction et de l'exploitation des ouvrages acheminant de l'électricité sur le domaine public ou présentant des risques pour les tiers.

Le décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 pris en application de l'article L. 323-11 du code de l'énergie après avis de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) en date du 11 octobre 2018¹ modifie notamment l'article R. 323-40 du code de l'énergie relatif au contrôle de conformité applicable aux ouvrages assimilables aux réseaux publics. Il prévoit des modalités de contrôle spécifiques à ces ouvrages.

En application du décret du 17 décembre 2018 susmentionné, par un courrier du 10 décembre 2018, reçu le 13 décembre 2018, le ministre d'État, ministre de la transition écologique et solidaire, a saisi la CRE pour avis d'un projet d'arrêté *relatif aux modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers*.

Le présent avis comporte une présentation du contenu de ce projet d'arrêté, ainsi que les éléments d'analyse à l'appui desquels la CRE rend son avis.

En parallèle de cette saisine, la CRE a été saisie pour avis d'un projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 14 janvier 2013 *relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes*².

2. CONTENU DU PROJET D'ARRÊTÉ SOUMIS À LA CRE

Ce projet d'arrêté a pour objet de remplacer les modalités du contrôle de conformité de l'arrêté du 14 janvier 2013 pour les ouvrages assimilables aux réseaux publics d'électricité mentionnés à l'article R. 323-40 du code de l'énergie. Il s'applique ainsi aux ouvrages situés en amont du point d'injection par les producteurs sur le réseau public

¹ Délibération n° 2018-212 de la Commission de régulation de l'énergie du 11 octobre 2018 portant avis sur le projet de décret d'application de l'article 59 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 *pour un État au service d'une société de confiance*

² Délibération n° 2019-003 de la Commission de régulation de l'énergie du 17 janvier 2019 portant avis sur le projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes

d'électricité et à ceux qui sont situés en aval du point de raccordement des consommateurs au réseau public, qui sont sous tension et qui empruntent ou surplombent le domaine public ou des terrains privés. Les lignes électriques aériennes dont le niveau de tension est supérieur à 50 kV sont soumises à la procédure d'APO, et ne sont pas soumises aux dispositions du présent projet d'arrêté.

Il se présente sous la forme de deux Titres, et de deux Annexes.

Le Titre I^{er} concerne les prescriptions soumises au contrôle.

Le Titre II concerne les dispositions relatives aux organismes de contrôle.

L'annexe I est un projet de modèle de l'attestation de conformité mentionné à l'article R. 311-44 du code de l'énergie.

L'annexe II est un projet de modèle de l'attestation de conformité mentionné à l'article R. 323-40 du code de l'énergie, applicable aux consommateurs ainsi qu'aux producteurs ne bénéficiant pas de l'obligation d'achat ni du complément de rémunération.

Sur le Titre I^{er} – Prescriptions soumises au contrôle

L'article 1^{er} du projet d'arrêté définit les prescriptions dont le respect fait l'objet du contrôle de conformité. Il s'agit des formalités de consultation du guichet unique des canalisations, des conditions techniques de l'arrêté du 17 mai 2001, ainsi que des mesures d'information sur la situation des ouvrages.

L'article 2 prévoit la liste des éléments à transmettre par l'exploitant des canalisations à l'organisme chargé des contrôles permettant de justifier du respect des prescriptions techniques mentionnées au projet d'article 1^{er}. Les vérifications peuvent être effectuées lorsque l'organisme agréé chargé des contrôles l'estime nécessaire « y compris pendant le déroulement des travaux ». Le repérage des canalisations doit être fait pour « au moins 5 % du linéaire construit ».

L'article 3 modifie le modèle de l'attestation de conformité défini en annexe de l'arrêté du 2 novembre 2017 *relatif aux modalités de contrôle des installations de production d'électricité*. En effet, l'annexe I du présent projet d'arrêté vise à remplacer le modèle de l'attestation de conformité en vigueur. Le projet de modèle d'attestation de conformité impose le respect des prescriptions techniques des « câbles sur le domaine public ou sur des terrains privés accessibles à des tiers » le cas échéant, en plus d'une conformité technique des installations, pour pouvoir bénéficier de l'obligation d'achat ou du complément de rémunération.

L'article 3 prévoit également le cas des autres installations (consommateurs et producteurs ne bénéficiant pas de l'obligation d'achat ou du complément de rémunération). Ce projet d'article fait ainsi référence à l'Annexe II définissant le modèle de l'attestation de conformité applicable à ces consommateurs et producteurs.

Sur le Titre II - Dispositions relatives aux organismes de contrôle

Le Titre II concerne les dispositions relatives aux organismes de contrôle. L'article 4 prévoit que les organismes agréés pour le contrôle de conformité des installations prévu dans l'arrêté du 2 novembre 2017 susmentionné sont également réputés agréés pour les contrôles réalisés en application du présent texte.

3. ANALYSE DE LA CRE

Ce projet d'arrêté a pour objet de remplacer les modalités du contrôle de conformité de l'arrêté du 14 janvier 2013 pour les ouvrages assimilables aux réseaux publics d'électricité mentionnés à l'article R. 323-40 du code de l'énergie. En effet, les modalités actuelles ne permettent pas de s'assurer d'un contrôle suffisant des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers.

Concernant l'article 1^{er} du projet d'arrêté définissant les prescriptions dont le respect fait l'objet du contrôle de conformité, la CRE considère que la consultation du guichet unique (1°), les dispositions de l'arrêté du 17 mai 2011³ (2°), ainsi que les mesures d'informations sur la situation des ouvrages (3°) sont des éléments nécessaires permettant une sécurisation des ouvrages. Cependant, le décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018⁴ ayant supprimé l'alinéa 4 de l'article R. 323-29 du code de l'énergie, la référence à cet alinéa dans le présent projet d'arrêté est caduque. Ainsi, la CRE recommande de supprimer la mention « et de l'article R. 323-29 alinéa 4 du code de l'énergie » de l'article 1^{er}.

Concernant l'article 2 et la liste des éléments à fournir en amont des travaux, la CRE estime que les organismes de contrôle de conformité doivent disposer d'un maximum d'éléments de la part des producteurs permettant d'apprécier le respect des réglementations par les ouvrages à venir. Cependant, les documents à fournir doivent être cohérents avec les éléments demandés dans le précédent dossier de demande d'APO (article R. 323-27 du code de l'énergie), et avec l'état d'avancement des projets. Les éléments des dossiers dans l'article 2 vont au-delà de

³ Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique

⁴ Décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 d'application de l'article L. 323-11 du code de l'énergie

ces précédentes exigences. À la suite d'une rencontre entre les acteurs concernés, une nouvelle rédaction de cette liste des éléments attendus a fait consensus. La CRE propose de reprendre cette nouvelle rédaction en modifiant ainsi les trois premiers paragraphes de l'article 2 :

*« Pour le contrôle prévu au 2° de l'article 1^{er}, l'exploitant des canalisations ou le maître d'ouvrage transmet à l'organisme agréé chargé des contrôles avant le début des travaux et préalablement à toute vérification in situ, ~~l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des prescriptions mentionnées à l'article 1^{er}~~ **un dossier présentant la réalisation prévisionnelle du projet**.*

Les dossiers doivent comporter :

- les plans établis à l'échelle ~~1/200 ou 1/500~~ **appropriée suivant le type d'environnement** ;
- les caractéristiques **envisagées** des canalisations électriques ;
- la définition des méthodes d'enfouissement comportant, le cas échéant, les caractéristiques des ~~tranchées utilisées~~ **machines envisagées** (type de machine, identification,...).
- ~~— les paramètres de réglage des tranchées réalisant l'enfouissement.~~

Les plans, clairement identifiés et cotés, doivent préciser :

- les caractéristiques dimensionnelles des tranchées ;
- l'aménagement de la fouille ;
- l'implantation **prévisionnelle** des boîtes de jonction ou de dérivation ;
- les limites de parcelles cadastrales et leur numéro ;
- le tracé des voiries, des voies ferrées, des réseaux de télécommunication, les autres réseaux électriques, les réseaux non électriques (gaz, eau...), **suivant le retour des déclarations de travaux** ;
- la présence de cours d'eau ;
- l'activité des établissements voisins, **lorsque celle-ci est sensible** ;

[...] ».

Concernant la modification de l'attestation de conformité nécessaire à l'obtention de l'obligation d'achat dont il est question dans l'article 3, la CRE estime que cette disposition permettra de sécuriser davantage les ouvrages de raccordement cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers. En effet, dans la mesure où les producteurs sont dans l'obligation de disposer d'ouvrages conformes à la réglementation pour prétendre à l'obligation d'achat, ou au complément de rémunération, ces derniers sont fortement incités à passer ce contrôle de conformité.

Cependant, la CRE estime que ce projet d'article, associé aux dispositions réglementaires actuelles, ne permet pas aux installations disposant de lignes aériennes privées dont la tension est supérieure à 50 kV de bénéficier de l'obligation d'achat ou du complément de rémunération. En effet, bien que ces dernières soient peu fréquentes, ces lignes soumises à l'APO sont exclues du contrôle de conformité du présent projet d'arrêté, et ne pourraient ainsi pas prétendre à l'attestation de conformité de l'annexe I. Il convient alors de modifier cette annexe pour mentionner le cas spécifique des lignes aériennes privées dont la tension est supérieure à 50 kV. La CRE demande ainsi que le 2° de l'annexe I soit complété ainsi :

*« 2° que l'installation [ne dispose d'aucun câble sur le domaine public ou sur des terrains privés ou accessibles à des tiers./ dispose de câbles sur le domaine public ou sur des terrains privés accessibles à des tiers : ces câbles respectent les prescriptions mentionnées à l'article 1^{er} de l'arrêté XXXX du XXX relatif aux modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptible de présenter des risques pour les tiers. J'atteste avoir effectué une visite in situ durant les travaux de pose des câbles]. [Si la date de la déclaration d'intention de commencement de travaux relative aux câbles est antérieure à la publication de l'arrêté, le préciser]. **Les lignes électriques aériennes dont le niveau de tension est supérieur à 50 kV mentionnées à l'article R. 323-40 du code de l'énergie ne sont pas soumises à cette présente attestation de conformité** ».*

AVIS DE LA CRE

L'article 59 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 *pour un État au service d'une société de confiance* a modifié l'article L. 323-11 du code de l'énergie, en excluant les nouvelles lignes souterraines dont la tension est supérieure à 50 kV de l'obligation d'obtenir une approbation du projet d'ouvrage.

Le décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018, sur lequel la CRE a rendu un avis par sa délibération n° 2018-212 du 11 octobre 2018, modifie l'article R. 323-40 du code de l'énergie et prévoit un contrôle de conformité spécifique aux ouvrages assimilables aux réseaux publics d'électricité.

La CRE a été saisie, le 13 décembre 2018, par le ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire, d'un projet d'arrêté *relatif aux modalités de contrôle des canalisations électriques cheminant sur le domaine public ou susceptibles de présenter des risques pour les tiers*. Ce projet d'arrêté prévoit les modalités du contrôle de conformité prévu à l'article R. 323-40 du code de l'énergie.

La CRE émet un avis favorable au projet d'arrêté qui lui a été soumis sous réserve de la prise en compte de ses demandes, rappelées ci-dessous :

- Suppression de la référence à l'article R. 323-29 alinéa 4 du code de l'énergie (article 1^{er} du projet d'arrêté) ;
- Modification de l'article 2 du projet d'arrêté :
 - o la première phrase est modifiée ainsi : « *l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des prescriptions mentionnées à l'article 1^{er}* » est remplacé par « *un dossier présentant la réalisation prévisionnelle du projet* » ;
 - o au premier tiret, « *à l'échelle 1/200 ou 1/500* » est remplacé par « *appropriée suivant le type d'environnement* » ;
 - o le deuxième tiret doit faire référence aux « *caractéristiques envisagées des canalisations électriques* » ;
 - o au troisième tiret, « *les trancheuses utilisées (types de machine, identification, ...)* » est remplacé par « *machines envisagées* » ;
 - o le quatrième tiret est supprimé ;
 - o le septième tiret doit faire référence à « *l'implantation prévisionnelle* » ;
 - o au neuvième tiret, la phrase est complétée par « *, suivant le retour des déclarations de travaux* » ;
 - o au onzième tiret, la phrase est complétée par : « *, lorsque celle-ci est sensible* ».
- Ajout de la phrase « *Les lignes électriques aériennes dont le niveau de tension est supérieur à 50 kV mentionnées à l'article R. 323-40 du code de l'énergie ne sont pas soumises à cette présente attestation de conformité* » (annexe I du projet d'arrêté).

La présente délibération sera publiée sur le site Internet de la CRE. Elle sera transmise au ministre d'État, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Délibéré à Paris, le 17 janvier 2019.

Pour la Commission de régulation de l'énergie,

Le Président,

Jean-François CARENCO